

Plan alcool : nos responsables politiques savent pourquoi !

En ce temps de guindaille et de baptêmes, les acteur-rices de la prévention sont dans les starting blocks pour accompagner et outiller les étudiant-es en espérant que les jeunes sortiront sans trop de dommages ni de comas éthyliques de ces agapes. Comme toute consommation, nous pensons que la consommation d'alcool peut entraîner des risques, en particulier lorsqu'elle est excessive. Cela devient encore plus problématique lorsqu'elle est favorisée par les lobbys alcooliers **qui bénéficient apparemment encore trop souvent de l'oreille attentive de certains de nos politiciens. Le poids de nos arguments scientifiques et de santé publique pour le bénéfice de toutes et tous semble finalement bien faible face aux intérêts particuliers des alcooliers.**

Nous devrions nous réjouir, après 2 tentatives soldées par des échecs, de la sortie du premier plan interfédéral belge pour lutter contre la consommation nocive d'alcool. Mais ce plan nous laisse un goût amer. Au terme des négociations politiques et malgré nos sonnettes d'alarme, seules quelques mesurette persiste dans cette dernière version. Trinquons donc à notre santé et à la Tournée Minérale puisque nos arguments semblent presque tous tombés « à l'eau ».

Pourtant, l'alcool, outre le fait qu'il représente un coût social et sanitaire pour l'Etat estimé à 4,2 milliards d'euros par an, est la deuxième cause de mortalité évitable juste derrière le tabac et les estimations montrent que près d'un Belge sur 10 mourra de sa consommation ! Il est donc grand temps de prendre des mesures qui protègent non pas les intérêts privés de certains mais les intérêts publics d'une population toute entière. Avec un âge moyen de début de consommation qui diminue toujours plus et une consommation excessive qui touche près d'un Belge sur 7, la situation était assez alarmante pour éviter que l'histoire ne se répète pour cette 3^{ème} tentative. Apparemment, les preuves scientifiques n'ont pas suffi à nos décideurs : une fois encore le calcul coûts-bénéfices s'est limité à des considérations économiques de quelques-uns au détriment de notre bien-être à tous et toutes.

« Démocratie, transparence, alcool et santé publique », encore un rendez-vous raté pour nos responsables politiques

Pour bien comprendre les enjeux, un retour en arrière s'impose : en 2013 et 2016, il y a eu une volonté d'établir un « Plan alcool » à l'échelle nationale, enfin un peu d'ambition ! En Belgique, les compétences « santé » sont à ce point éclatées qu'elles concernent 9 ministres. **Un sacré cocktail !** Mais aucune de ces deux tentatives n'a abouti, certains responsables politiques s'opposant alors à des mesures efficaces pour limiter les surconsommations d'alcool, pourtant validées par des expert-es. On se souvient en particulier **du rôle joué par Sven Gatz dans ce torpillage**, alors député Open VLD quittant ses fonctions pour prendre la **présidence des Brasseurs belges le temps des négociations** du premier « Plan alcool ». Actuellement ministre des finances et du budget de la Région de Bruxelles-Capitale, il garde un intérêt particulier pour le monde brassicole comme on peut le voir à travers ses diverses publications. Printemps 2022, le gouvernement sollicite à nouveau l'avis d'expert-es pour se pencher sur un « Plan alcool » ambitieux mais nécessaire quand on sait que **près de 14% des Belges présentent une consommation excessive d'alcool, que 7% en sont dépendant-es, et que près de 9.300 Belges en mourront chaque année ! Avec une consommation moyenne deux fois supérieure aux recommandations de l'OMS, la Belgique se classe parmi les mauvais élèves en la matière.** Pourtant, force est de constater qu'il reste bien difficile pour certains de nos responsables politiques de prendre des mesures à la hauteur des enjeux de santé publique.

Aujourd'hui, encore, ce sont les enjeux de pouvoir et les intérêts économiques qui semblent prendre le pas...

Est-ce qu'offrir de l'eau du robinet dans les bars et restos ou limiter la vente d'alcool dans certains cadres sont des mesures si difficiles à mettre en place ? Il semblerait que oui pour **le chef de cabinet du président du MR, Axel Miller, aussi membre des Comités de direction de Spadel et de Duvel Moortgat** ? (cfr article du Vif). Quoi qu'il en soit, le MR et l'Open VLD semblent visiblement avoir été aux avant-postes des partis limitant autant que possible l'adoption de mesures efficaces dans ce Plan.

En tant qu'acteur·rices de prévention et de Réduction des Risques, nous pouvons nous réjouir du fait que les Hautes Écoles et Universités, entre autres, semblent prendre conscience de l'ampleur du problème et nous contactent pour prendre soin de leurs étudiant·es, mais nos moyens ne nous permettent pas de répondre à l'ensemble de celles-ci. Un Plan fort nous permettrait d'emblée d'établir un cadre clair indispensable à la bonne suite de notre travail.

Les élections approchant à grands pas, nous voulons rappeler les revendications défendues avec insistance par les acteur·rices de la santé publique. Les collusions et les conflits d'intérêt n'ont pas leur place dans une politique de santé publique!

Nous exigeons de manière urgente :

1. **La mise en place de l'eau gratuite dans l'Horeca et les milieux festifs**, comme nous l'avions espéré à travers l'accord de gouvernement wallon. Elle est la mesure la plus efficace en termes de Réductions des Risques immédiats liés à l'alcool. Une grande partie des pays voisins qui l'ont mis en place démontrent que même économiquement les acteur·rices de ces secteurs s'en sortent bien.
2. **L'étiquetage de tous les produits alcoolisés comme les autres produits alimentaires tels que définis par les règles communautaires de l'Union Européenne. Le droit de savoir ce que nous consommons grâce aux unités standards d'alcool et aux valeurs nutritives est essentiel** pour permettre un choix libre et éclairé des personnes. La Belgique se doit de répondre présent et d'agir comme modèle sur ce sujet, comme l'Irlande¹ le fait déjà actuellement.
3. **Agir plus concrètement sur l'accessibilité insensée de l'alcool** : il importe de diminuer la pression à la consommation partout, tout le temps. Commençons donc par interdire logiquement la vente d'alcool à emporter dans les stations-service le long des voies rapides (peu importe l'horaire).
4. **Une obligation de déclarer tout éventuel conflit d'intérêts** des parties prenantes de nos décideur·euses **à travers un registre de transparence** mettant en évidence les contacts avec les groupes d'influence de tous bords.
5. **Plus de moyens pour la prévention et la Réduction des Risques**. Il est important de soigner l'alcoolisme et l'usage abusif mais le mieux serait de le prévenir. Gérer sa consommation n'est pas qu'une affaire de responsabilité individuelle, l'Etat doit prendre sa part également pour éviter les dérives d'un système hyper-consumériste en contradiction avec la santé publique.

A l'heure où nos responsables politiques clament haut et fort vouloir réenchanter la démocratie et se laver plus blanc que blanc malgré les affaires qui ont défrayé la chronique à différents niveaux de

¹ <https://feditobxl.be/fr/2023/02/lirlande-adopte-letiquetage-sur-les-dangers-de-lalcool/>

Exemple concret de mise en avant des unités d'alcool (information indispensable vu la diversité des produits existants)

pouvoirs, peut-on accepter que celles et ceux qui décident de notre santé aient plusieurs casquettes dont certaines en lien direct avec un secteur qui la met à mal ?

2024 sera une année électorale importante et nous demandons aux partis politiques des engagements forts. L'alcool coûte 3 fois plus cher à l'État qu'il n'en rapporte. Changeons le curseur !

Plus d'infos sur : www.jeunesetalcool.be

Modus Vivendi et Univers Santé